

DREAL AURA-CIDDAE		N°
Destinataire	Copie à	
AE		
Arrivée	12 MARS 2025	LYON
Observations		

Madame la Préfète de la région
Auvergne-Rhône-Alpes

A l'attention de Madame Anaïs BAILLY
Cheffe du service CIDDAE, Pôle AE

DREAL AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

5 place Jules FERRY

69453 LYON cedex 06

A Fareins, le 11/03/2025

LRAR : 1A 205 919 3684 7

Ref : 2025-03-03-021

Dossier suivi par : Alyzée COURBIS, secrétaire générale

Tél. : 04 74 67 98 82

Courriel : alyzee.courbis@mairie-fareins.com

Référence : Décision n° 2024-ARA-AC-3692

Objet : Recours Administratif Préalable Obligatoire – Décision de l'Autorité chargée de l'examen au cas par cas sur la modification n°1 du PLU de FAREINS (01)

Madame la Préfète,

Par avis référencé 2024-ARA-AC-3692, notifié le 13/02/2025, la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) a soumis la modification n°1 du PLU de Fareins (01) à évaluation environnementale.

Je comprends parfaitement les enjeux mis en évidence dans votre avis et la commune de Fareins est particulièrement sensible aux enjeux de protection de l'environnement, notamment dans le secteur de la zone d'activités de Montfray. Je souhaitais toutefois vous faire part de notre réflexion quant aux motivations de votre avis.

Concernant les risques technologiques et les nuisances pouvant être engendrés par le classement en UXb de la parcelle ZC 78.

1/ L'appréciation des impacts sur l'environnement du PLU doit porter sur les droits à construire créés par la procédure de modification et non sur la seule existence d'éventuels enjeux sur le terrain concerné par la procédure ou sa périphérie.

En l'espèce, le reclassement projeté de la zone UE vers la zone UXb de la parcelle ZC 78 a pour conséquence de réduire les droits à construire admis sur ce terrain et n'aggrave pas les risques actuels.

En effet et en premier lieu, le règlement de la zone UE est d'ores et déjà susceptible d'autoriser un équipement public constituant une ICPE soumise à déclaration ou enregistrement. Il n'y a donc pas d'aggravation du risque concernant ce type d'installation avec un classement en zone UXb.

Par ailleurs, le règlement de la zone UXb est plus contraignant en termes de droits à construire, concernant la limitation de la hauteur des constructions, l'aspect extérieur des constructions et la qualité des aménagements paysagers. En outre, le règlement de la zone limite l'emprise au sol à 60% de la surface du terrain.

En conséquence, les changements proprement apportés par la modification n°1 du PLU n'aggravent pas les impacts potentiels permis par le PLU de Fareins. Au contraire, elle réduit davantage les droits à construire et donc le spectre des impacts potentiels. Au regard de ces éléments, la modification ne me semble pas devoir être soumise à évaluation environnementale.

2/ Bien que les éléments précités soient suffisants pour justifier l'absence d'aggravation, de manière subsidiaire, concernant le cas particulier des ICPE soumises à Autorisation, la réglementation prévue au Code de l'environnement apporte des garanties en termes de protection.

En effet, les ICPE soumises à autorisation répondent des articles L511-1 et suivants et R511-9 et suivants du Code de l'environnement. Ces dispositions prévoient notamment que préalablement au dépôt de la demande d'autorisation, l'installation peut faire l'objet d'une évaluation environnementale, de manière obligatoire ou au cas par cas, en fonction de sa nature.

Par ailleurs, la demande d'autorisation devra obligatoirement présenter :

- une étude de dangers visant à évaluer les risques technologiques ;
- une étude d'incidence ou une étude d'impact, en vue de réduire les nuisances environnementales et les risques de pollutions associées.

Le préfet de département est compétent pour délivrer ou non l'autorisation en fonction des éléments présentés.

Cette réglementation issue du Code de l'environnement, particulièrement contraignante et protectrice, sera de nature à analyser les risques potentiels sur les populations, en prenant en compte la présence en l'espèce d'un public sensible.

Il ressort de ces éléments, que la modification du zonage de la parcelle ZC 78 aura pour effet de réduire les droits à construire et n'est pas de nature à d'aggraver l'exposition des populations fréquentant les ERP aux risques technologiques et nuisances notamment sur la santé. Selon notre analyse, elle ne doit donc pas être soumise à évaluation environnementale.

Concernant le périmètre de protection des monuments historiques du Château de Fléchères.

1/ L'objet de la procédure n'est pas de modifier des dispositions du PLU en matière de protection du patrimoine mais simplement d'actualiser des informations relatives à des servitudes d'utilité publique en matière de patrimoine. En effet, le périmètre de protection des monuments historiques est une simple information qui rend compte de l'existence, extérieure au PLU, d'un périmètre de protection prévu par le Code du patrimoine. Le périmètre actuel s'applique indépendamment de l'existence ou non d'un document d'urbanisme sur la commune. Ce sera également le cas du futur Périmètre Délimité des Abords (PDA) qui ne nécessite pas d'être annexé au PLU pour être exécutoire.

Conformément aux dispositions du Code du patrimoine, un projet de PDA a été proposé par l'UDAP à la commune qui l'a accepté par délibération. Ce projet doit ensuite être soumis à enquête publique.

En application de l'article L621.31 du Code du patrimoine (1), les deux enquêtes publiques seront conjointes. Si cette enquête publique n'avait pas été conjointe avec une modification du document d'urbanisme, cette procédure de définition d'un périmètre délimité des abords n'aurait pas été soumise à l'avis de la MRAE. Il s'agit donc uniquement d'une information.

Aussi, l'enjeu de l'inscription ou non du PDA dans les annexes du PLU est hors champ de l'examen au cas par cas puisque le code de l'urbanisme prévoit seulement une procédure de mise à jour pour ce cas de figure. Cet argument ne semble donc pas pouvoir être utilisé pour apprécier la pertinence ou non d'exiger une évaluation environnementale.

2/ Enfin, il n'est absolument pas question de supprimer le périmètre de protection actuel tant que la procédure de définition d'un périmètre délimité des abords n'a pas aboutie. En effet, le périmètre actuel perdure tant que la procédure relative au périmètre délimité des abords n'est pas finalisée. Si cette dernière n'aboutit pas, le périmètre actuel restera en vigueur.

Par ailleurs, la procédure de définition d'un PDA n'étant pas aboutie à ce stade, il est tout à fait normal que le nouveau périmètre de protection ne soit pas inscrit comme indiqué dans votre avis ; il ne s'agit en aucun cas d'un défaut d'information du dossier.

L'absence de report du périmètre informatif modifié dans le plan de zonage qui vous a été transmis ne relève donc pas d'un défaut d'information du dossier ni d'une suppression de la protection prévue au Code du patrimoine et ne semble pas pouvoir être regardée comme un motif justifiant votre décision de soumettre la procédure à évaluation environnementale.

Il ressort de ces éléments que la définition d'un périmètre délimité des abords du château de Fléchères constitue une procédure conjointe mais distincte, énoncée dans le dossier à titre d'information dès lors que l'enquête publique sera commune. La suppression ou la modification de ce périmètre informatif dans le cadre de la modification n°1 est donc sans effet sur les droits à construire et protections prévues par le Plan Local d'Urbanisme.

Compte tenu de ces remarques et des éléments préalablement cités, je forme un recours administratif préalable obligatoire et vous prie de bien vouloir reconsidérer ce dossier. Je joins à ce recours la copie la décision contestée. En comptant sur la suite que vous accorderez à ma demande, je vous prie d'accepter, Madame la Préfète de région, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Yves DUMOULIN



(1) « Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords ».